



M A I

68



EN MORBIHAN



Au milieu des années 1960, un vent de contestation souffle sur de nombreuses parties du globe. Tout commence dans les universités américaines en opposition à la guerre du Vietnam et à la discrimination contre les Noirs. Entre 1966 et 1968, l'Europe est touchée. L'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre, la Suède, la Tchécoslovaquie et la Pologne voient éclore des manifestations parfois durement réprimées. Les étudiants remettent en cause l'ordre établi. L'Argentine, le Japon, le Mexique connaissent également des troubles.

En France, la situation économique et sociale se dégrade (poussée du chômage, baisse du pouvoir d'achat). Un conflit de génération s'installe. Les jeunes (les 16-24 ans représentent 15% de la population) s'inquiètent de leur avenir face à des débouchés de plus en plus incertains. Les étudiants, de plus en plus nombreux, dénoncent un enseignement devenu archaïque. Une véritable crise de civilisation gronde ; les opposants à « une société de consommation » rêvent d'un monde plus juste et critiquent les valeurs d'une société dans laquelle ils ne se reconnaissent plus. Les années précédant 1968 sont marquées dans l'Ouest, par des conflits sectoriels. Dans le Morbihan, des grèves touchent les secteurs de la métallurgie et des travaux publics.



Morbihan
Conseil général

LA BRETAGNE EN GREVE



Le 22 mars 1968, Daniel Cohn-Bendit prend la tête du mouvement étudiant à la faculté de Nanterre.

Dans le Morbihan, grèves et débrayages dans le secteur public et privé se succèdent au cours des mois de mars et avril 1968. Le 26 avril, Raymond Marcellin, président du conseil général du Morbihan et ministre délégué chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, annonce la fermeture des forges d'Hennebont fin juillet 1968. Cette décision, dans un contexte de forte poussée du chômage dans le département (10% en un an), attise les mécontentements.



Manifestants franchissant le pont Saint-Christophe à Lorient. 8 mai 1968.

Archives départementales du Morbihan, 1493 W 126

Au début du mois de mai, à Paris, le mouvement étudiant explose. La faculté de Nanterre est fermée le 2 mai tandis que la Sorbonne est évacuée le jour suivant. Dans le Quartier latin, de véritables combats de rues opposent les jeunes aux forces de l'ordre et atteignent leur paroxysme durant la nuit des barricades du 10-11 mai. Dans le Morbihan, le 7 mai, les élèves techniciens supérieurs du lycée technique Colbert de Lorient, affiliés à l'UNEF (Union nationale des étudiants de France), protestent contre la politique de répression du gouvernement.



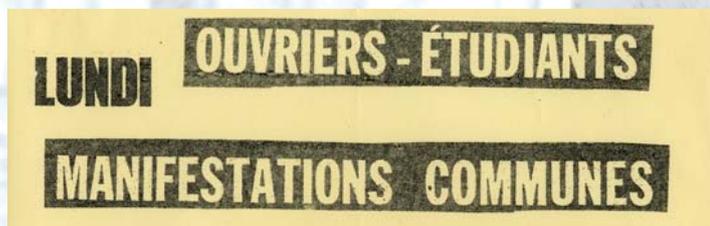
Manifestants dans les rues de Vannes. 8 mai 1968.

Archives départementales du Morbihan, 1526 W

Le 8 mai, ouvriers, fonctionnaires et paysans manifestent côte à côte sur le thème « *L'Ouest veut vivre* ». Les Bretons en particulier revendiquent des mesures en faveur de l'emploi et de l'industrialisation de leur région. Dans le Morbihan, des bus acheminent les manifestants vers les deux principales villes morbihannaises. 3 000 personnes à Vannes et 6 000 à Lorient (15 000 selon la presse) manifestent dans le calme. À Vannes, 300 manifestants se rendent en vain à l'usine Michelin afin de bloquer l'entrée et la sortie du personnel.

Le 13 mai, les syndicats organisent une grève générale. Les meetings rassemblent 2 500 personnes à Lorient (8 à 9 000 selon la presse), 600 à Hennebont, 300 à Auray, 1 500 à Pontivy et 1 000 à Vannes. À Lorient, vers 8 h 30, 300 lycéens environ, avec à leur tête une quarantaine d'élèves en blouse blanche du lycée Colbert, bloquent la circulation à plusieurs reprises en s'asseyant sur la chaussée. Des slogans sont scandés devant la sous-préfecture « CRS = SS / Des écoles, pas de canons / Charlot des sous ! ». L'activité du port de pêche est paralysée.

La fourniture en électricité est suspendue jusqu'à 13 h et le tri du courrier n'a pas lieu. Le quotidien du soir « *La Liberté du Morbihan* » ne paraît pas. À Vannes, des jets de pierre brisent quelques carreaux de la préfecture.



En-tête d'un tract politique. 11 mai 1968.

Archives départementales du Morbihan, 957 W 50



Manifestants à Vannes. 13 mai 1968.

Archives départementales du Morbihan, 1526 W

À la mi-mai, la France est paralysée. Dans le Morbihan, le mouvement de grève s'étend à l'ensemble des secteurs salariés : PTT, Ponts et Chaussées, EDF-GDF, employés municipaux et SNCF. Ainsi le 18 mai, les gares de Lorient, Auray, Hennebont, Vannes et Questembert sont fermées. Les chantiers et ateliers La Perrière à Lorient et l'usine Michelin à Vannes sont occupés. Une grève illimitée est décidée le 21 mai au centre hospitalier de Vannes, au port de pêche et à l'arsenal, tandis que 2 000 lycéens manifestent dans les rues de Vannes. À partir du 22 mai, le personnel enseignant entame une grève illimitée. Cependant, l'opinion publique morbihannaise dans sa majorité ne semble pas approuver les positions jugées révolutionnaires des représentants des étudiants parisiens. Par peur de la pénurie, les magasins sont pris d'assaut ainsi que les stations-service.



L'usine Michelin (Vannes) en grève. *La Liberté du Morbihan*. 25 mai 1968.

Archives départementales du Morbihan, JO 230

À Paris, des barricades s'élèvent à nouveau dans la nuit du 23 au 24 mai. Dans le canton du Faouët, quatre arbres sont abattus au travers de la RN 169 et des fils téléphoniques sectionnés. Des slogans « *Lait = salaire / Nous prenons le maquis* » sont inscrits sur la perception et la caserne de gendarmerie du Faouët. À Locminé un petit cochon est trouvé dans la nuit portant sur son dos « *Comme la Bretagne, je suis malade, comme elle, c'est à cause des partis, comme moi, mon patron mourra* ».

Le 24 mai, une journée de manifestation paysanne est organisée dans le Morbihan. À Hennebont, une dizaine de tracteurs bloque le pont Jehanne la Flamme pendant une demi-heure. Des barrages routiers sont mis en place au Faouët et à Guéméné-sur-Scorff. Les revendications portent notamment sur le prix du lait, du porc et une plus juste répartition des richesses.



File de voitures devant une station-service à Lorient. *Le Télégramme*. 31 mai 1968.

Archives départementales du Morbihan, JO 237



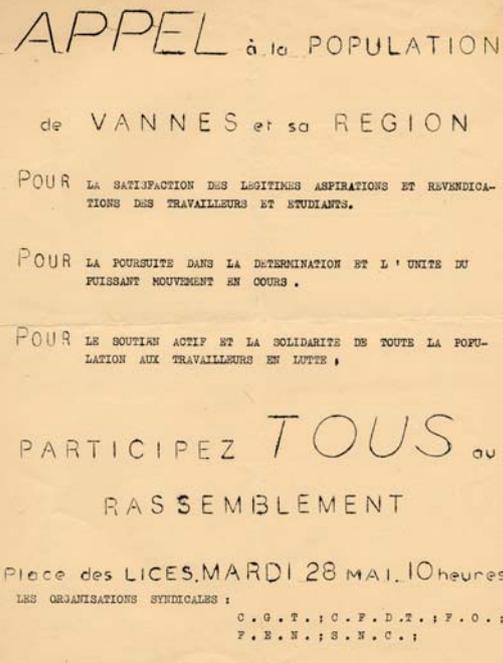
À la fin du mois de mai, la France compte près de 8 millions de salariés en grève. Le 25 mai à Lorient environ 5 000 personnes se réunissent dont de nombreux jeunes criant « *De Gaulle au Père Lachaise* ». Le 27 mai 1968, les accords de Grenelle prévoient, entre autres, l'augmentation du SMIG (+35%) et des salaires les plus bas ainsi que la reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise. Les grévistes rejettent les accords, la crise devient politique. Entre le 27 et le 30 mai, de nouvelles manifestations ont lieu à Lorient (2 à 4 000 personnes) et à Vannes (2 000 personnes). L'hôpital de Lesvellec (Saint-Avé), les ouvriers de la SBFM (Caudan) et de la SACER (Vannes) sont en grève générale et illimitée. Les paysans soutiennent les ouvriers grévistes en donnant ou en vendant des denrées alimentaires à prix coûtant.

Sept cents poulets venant d'U.N.I.C.O.P.A. distribués aux grévistes hier



Article paru dans *Ouest-France*. 29 mai 1968.

Archives départementales du Morbihan, JO 238



Tract syndical. 28 mai 1968.

Archives départementales du Morbihan, 1526 W

Durant la crise, les communiqués de presse deviennent pour les autorités publiques le moyen d'information le plus efficace.

**DU POISSON
A UN FRANC LE KILO**

EN DERNIERE MINUTE, ON NOUS PRIE D'AVISER LA POPULATION QUE LE POISSON (DE BELLE QUALITE) DEMEURÉ SOUS CRIÉE ET QUI DOIT ÊTRE DEGAGÉ LE PLUS TOT POSSIBLE POUR DES RAISONS DE SALUBRITÉ, SERA MIS EN VENTE CET APRES-MIDI A PARTIR DE 16 HEURES AU PRIX DE 1 FRANC LE KILO.

Encadré paru dans *La Liberté du Morbihan*. 23-24 mai 1968.

Archives départementales du Morbihan, JO 230

Aux revendeurs d'essence et de gas-oil

En raison des difficultés de communication, du blocage des services postaux et des liaisons téléphoniques non desservies par l'automatique, le système d'approvisionnement des prioritaires en produits pétroliers repose sur les communiqués de presse qui ont toute autorité en ce domaine.

En conséquence, les revendeurs de carburant routier requis pour les besoins prioritaires, les stations requises, doivent se conformer de la manière la plus stricte aux communiqués relatifs à l'approvisionnement en produits pétroliers qui paraissent dans la presse.

Entrefilet paru dans *La Liberté du Morbihan*. 29 mai 1968.

Archives départementales du Morbihan, JO 230

Le 30 mai, le général de Gaulle reprend la situation en main et annonce la dissolution de l'Assemblée nationale. Des manifestations de soutien au gouvernement se déroulent sur les Champs-Élysées. Pontivy, Hennebont et Lorient, au début de juin, sont également le théâtre de manifestations similaires. Le 31 mai, Raymond Marcellin est nommé ministre de l'Intérieur. À Paris, les organisations révolutionnaires sont dissoutes à la mi-juin.

En France, la reprise du travail s'amorce lentement à partir du mois de juin. Dans le Morbihan, selon les secteurs, elle a lieu entre le 4 et le 19 juin. Les négociations se déroulent de manière sectorielle, apportant pour certaines branches professionnelles des avancées notables par rapport aux propositions des accords de Grenelle : salaires augmentés de 15 à 20%, durée du travail réduite de une à trois heures, conventions collectives révisées.

Les élections législatives des 23 et 30 juin 1968 donnent la majorité à l'Union des démocrates pour la République. Dans le Morbihan, l'UDR obtient près de 57% des suffrages (5 élus sur 6). En novembre 1968 Edgar Faure, le nouveau ministre de l'Éducation nationale, engage une réforme donnant une large autonomie aux universités.

Ainsi s'achève un des plus importants mouvements grévistes de l'histoire française. Mai 1968 aura bouleversé la société et permis l'émergence d'une nouvelle ère, marquée notamment par la libération de la parole, l'avènement de la liberté sexuelle et l'épanouissement de l'individu.

